

PROCEDURE OUVERTE N° PMO.03/PO/2017/044

**SERVICES D'EXPERTISE DE MEDECIN-CONSEIL AUPRES DES BUREAUX LIQUIDATEURS DU
REGIME COMMUN D'ASSURANCE MALADIE DE L'UNION EUROPEENNE (RCAM) DE ISPRA ET
LUXEMBOURG**

LOT 1 : Service d'expertise de médecin-conseil à Ispra

LOT 2 : Service d'expertise de médecin-conseil à Luxembourg

CAHIER DES CHARGES

TABLE DES MATIERES

I.	PARTIE I - SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES	4
I.1.	INTRODUCTION.....	4
I.2.	OBJET DU MARCHE	4
I.3.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
I.4.	CONFORMITE AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL	6
I.5.	RESSOURCES HUMAINES - ROLES ET RESPONSABILITES	6
I.5.1.	Questions de principes généraux.....	6
I.5.2.	Relations avec les affiliés et les praticiens	6
I.6.	REUNIONS	7
I.7.	FORMATION.....	7
I.8.	LIEU(X) DES PRESTATIONS.....	7
I.9.	HORAIRES DES PRESTATIONS	8
I.10.	LANGUES DES PRESTATIONS	8
I.11.	VOLUME DES PRESTATIONS	9
II.	PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES	9
II.1.	PARTICIPATION A LA PROCEDURE D’APPEL D’OFFRES.....	9
II.2.	PARTICIPATION A UN OU PLUSIEURS LOTS	9
II.3.	VARIANTES	10
II.4.	OFFRES CONJOINTES	10
II.5.	SOUS-TRAITANCE	10
II.6.	NATURE DES CONTRATS.....	11
II.7.	BON DE COMMANDE	11
II.8.	MODALITES DE PAIEMENT	11
II.9.	AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES.....	11
II.9.1.	Exécution du contrat.....	11
II.9.2.	Frais de déplacement à titre exceptionnel	12
II.9.3.	Garantie de continuité du service	12
III.	PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT	13
	ÉTAPES DE L'EVALUATION	13
III.1.	CRITERES D'EXCLUSION.....	13

III.2. CRITERES DE SELECTION	14
III.2.1. CAPACITE LEGALE ET REGLEMENTAIRE.....	14
III.2.2. CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE.....	14
III.2.3. CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE.....	15
III.3. EVALUATION DE L'OFFRE.....	19
III.3.1. CRITERES D'ATTRIBUTION	19
III.3.2. EVALUATION FINANCIERE ET PRIX.....	19
IV. PARTIE IV - CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE.....	20
V. PARTIE V - ANNEXES	22

I. PARTIE I - SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET EXIGENCES MINIMALES

I.1. INTRODUCTION

Les fonctionnaires et agents statutaires de l'Union européenne (et leur famille sous certaines conditions) bénéficient de plein droit du régime commun d'assurance maladie de l'Union européenne (RCAM), qui rembourse les frais médicaux au taux de 80-85 % pour la plupart des actes et traitements (dans le respect de certains plafonds). Dans l'exécution de son mandat, le RCAM s'appuie, à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sur les avis des médecins-conseils.

I.2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché vise à doter les Bureaux liquidateurs du Régime commun d'assurance maladie de l'Union européenne (RCAM) d'Ispra et Luxembourg de prestataires de service ou de groupements de prestataires individuels spécialisés dans le domaine du service d'expertise de médecin-conseil.

Le marché se divise en deux lots.

Lot 1 : Service d'expertise de médecin-conseil à Ispra

Lot 2 : Service d'expertise de médecin-conseil à Luxembourg

Pour chacun des lots, le pouvoir adjudicateur envisage la conclusion de "contrats-cadres multiples en cascade" d'une durée maximale de 48 mois (durée initiale de 24 mois, renouvelable tacitement 2 fois pour 12 mois) avec trois prestataires de services (prestataires individuels/groupements/cabinets médicaux/associations momentanées) par lot conformément aux spécifications et modalités d'exécution décrites dans le présent cahier des charges et aux clauses du projet de contrat-cadre.

Il y aura donc, sous réserve de recevoir suffisamment d'offres acceptables, 3 contrats-cadres par lot, auxquels il sera fait appel selon ce principe d'attribution "en cascade", à savoir:

- en cas de commande, les services gestionnaires du pouvoir adjudicateur s'adresseront au premier contractant de la cascade,
- si celui-ci ne peut répondre favorablement ou déclare un conflit d'intérêts, les services gestionnaires s'adresseront au deuxième contractant dans les mêmes conditions puis, le cas échéant, au troisième contractant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au second ou, le cas échéant, au troisième contractant de la cascade dans le cas où une insuffisance et/ou un manquement professionnel aura été constaté aussi bien du point de vue de la qualité des prestations (en particulier en cas d'erreur répétée) que du point de vue administratif (en particulier en cas d'absence) du premier ou du second contractant de la cascade. Une insuffisance et/ou manquement professionnel est présumé si le

contractant ne réalise pas les services conformément à la qualité exigée par le cahier des charges et le contrat-cadre, de manière répétitive.

I.3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1.3.1. Description des services d'expertise de médecin-conseil pour les deux lots :

L'avis du médecin-conseil est sollicité dans le cadre des demandes d'autorisation préalable, dans tous les cas prévus par le cadre réglementaire et sur demande des Bureaux liquidateurs pour des questions spécifiques.

L'avis du médecin-conseil est un avis médical rendu sur base des éléments médicaux relatifs au bénéficiaire, qui sont en sa possession, des informations transmises par le médecin traitant, des résultats des travaux de la recherche médicale et scientifique et, si nécessaire, après avis du Conseil médical.¹

Les services du médecin-conseil sont requis uniquement dans les situations explicitement prévues par le cadre réglementaire, à titre d'exemple:

- Autorisations préalable: certaines prestations (p.ex. des traitements thérapeutiques, du matériel médical, le domaine de la dépendance) sont soumises à autorisation préalable. Le médecin-conseil effectue une codification en appliquant la nomenclature en vigueur ;
- Conseil au Bureau liquidateur: de manière constante, le médecin-conseil assiste le personnel du Bureau liquidateur à la codification à utiliser lors de la tarification, sur base notamment du libellé des actes et/ou de la nomenclature nationale utilisée dans la facture originale (p. ex. classification des interventions chirurgicales, ventilation des prestations, etc.) ;
- Avis sur les demandes de reconnaissance de maladies graves sur examen des rapports médicaux et sur base des critères fixés par le cadre réglementaire ;
- Vérification des factures et d'autres frais médicaux dans le cadre d'une maladie grave reconnue en vue de la tarification ;
- Avis sur la remboursabilité des produits pharmaceutiques ;
- Rendez-vous avec certains affiliés: le cas échéant, et de manière exceptionnelle, le médecin-conseil convoque un bénéficiaire pour une entrevue ou un examen physique, si le rapport médical n'est pas suffisamment parlant ;
- Soumission des cas complexes au chef du Bureau liquidateur ;
- Rédaction, à la demande du chef du Bureau liquidateur, de rapports circonstanciés justifiant l'avis médical ;

¹ Le Conseil médical du RCAM est composé d'un médecin conseil par institution et des médecins conseils de chaque bureau liquidateur. Il est consulté par les organes prévus par la réglementation commune, à savoir, par le Comité de Gestion, le Bureau central et les bureaux liquidateurs sur toute question de nature médicale qui se pose dans le cadre de la gestion du Régime.

- Support scientifique: le médecin-conseil sera à la disposition du personnel du Bureau liquidateur en fournissant des avis sur base de pièces justificatives ;
- A la demande du Bureau Central et du Bureau Liquidateur, le médecin-conseil apporte ses connaissances professionnelles et son expertise en vue des négociations d'accords et de conventions de prestations de soins médicaux avec des praticiens ou des établissements de soins ;
- Avis en coordination, le cas échéant, avec les autres médecins ou dentistes conseil.

I.4. CONFORMITE AVEC LE DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DROIT DU TRAVAIL

Le contractant doit respecter les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE².

I.5. RESSOURCES HUMAINES - ROLES ET RESPONSABILITES

I.5.1. Questions de principes généraux

Le médecin-conseil s'engage:

- à suivre l'évolution des connaissances médicales (traitements, équipements, produits) afin d'établir pour des prestations non encore prévues des critères médicaux sur lesquels fonder ultérieurement les avis rendus dans des cas individuels, ou d'adapter les critères existants ;

- à suivre l'évolution des systèmes de sécurité sociale, notamment dans les pays de l'Union européenne.

Il n'est pas prévu que le médecin-conseil convoque des réunions ou invite des experts et représentants. S'il juge que la participation d'un expert est requise ou appropriée, il en fait part au Bureau liquidateur respectif.

Les médecins-conseils sont astreints au secret médical quant aux informations et/ou pièces dont ils ont connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Ils restent soumis à cette obligation aussi après avoir cessé leurs fonctions de médecin-conseil.

I.5.2. Relations avec les affiliés et les praticiens

² Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 94, 28.3.2014, p. 65 - 242).

Le rôle du médecin-conseil est de fournir des avis au Bureau liquidateur. Il ne peut en aucun cas conseiller, juger un traitement ou recommander un praticien à un bénéficiaire.

Dans des situations exceptionnelles, le médecin-conseil pourrait être amené à avoir un contact direct avec un médecin traitant ou avec un bénéficiaire.

En cas de contact direct avec un médecin traitant, ou avec un bénéficiaire, il veille à éviter toute situation qui puisse engager les Bureaux liquidateurs dans l'adoption d'une décision.

Le médecin-conseil s'engage aussi à éviter toute situation de conflit d'intérêts.

Durant l'exécution du contrat, le médecin-conseil du RCAM **s'abstiendra**:

- de donner des avis ou de se prononcer sur des dossiers médicaux des fonctionnaires ou agents dont il est le médecin traitant ;
- de traiter (sauf cas de force majeure) avec un patient à titre privé avec lequel il aura eu un premier contact dans l'exercice de ses fonctions au sein du Bureau liquidateur.

I.6. REUNIONS

Le médecin-conseil participe aux réunions du Conseil médical, (à titre indicatif 5 fois par an) dans un des sièges des Bureaux liquidateurs (par défaut à Bruxelles) ou par visioconférence.

Le médecin-conseil participe, le cas échéant, au sein du Bureau central ou du Bureau liquidateur à des réunions portant sur des questions médicales.

Ces réunions se tiennent de préférence par visioconférence; en cas de déplacement, les frais correspondant seront remboursés selon les conditions détaillées au point II.9.2 du présent cahier des charges.

I.7. FORMATION

Une formation appropriée en plusieurs volets (cadre réglementaire, fonctionnement du régime, logiciel informatique, etc.) sera assurée par les Bureaux liquidateurs.

Dans le cas de personnes morales, chacun des médecins-conseils proposé dans l'offre pour fournir les services doit suivre la formation avant d'entamer ses tâches. Le paiement s'effectue au tarif horaire contractuel. Il ne se calcule pas par personne individuelle, mais se calcule de manière globale en considérant le contractant comme une personne morale unitaire (sans tenir compte du nombre total de médecins envoyés par le contractant pour participer à la formation). En cas de nouveau remplacement/sous-traitant en cours de contrat, le contractant sera responsable de la formation, à ses propres frais, du chaque nouveau médecin-conseil.

I.8. LIEU(X) DES PRESTATIONS

Lots 1 :

Les prestations spécifiques pour le lot 1 se dérouleront dans les bâtiments des Institutions de l'Union européenne, situés via E. Fermi 2749 à Ispra.

Lot 2 :

Les prestations spécifiques pour le lot 2 se dérouleront dans les bâtiments des Institutions de l'Union européenne, situés 12, rue Guillaume Kroll (03/53) à Luxembourg.

Lots 1 et 2 : Déplacements ponctuels

Toutefois, il pourrait être demandé au contractant de fournir ses services ponctuellement dans les locaux d'un autre Bureau liquidateur ou auprès des affiliés dans les conditions détaillées au point II.9.2 du présent cahier des charges.

Le contractant devra se conformer aux obligations concernant l'autorisation d'accès aux locaux de la Commission (article I.13 du projet de contrat-cadre).

Etant donné la situation actuelle en matière de sécurité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la vérification des antécédents en matière de sécurité des membres de l'équipe du contractant devant avoir accès aux locaux de la Commission, dans le cadre de la prestation de service.

I.9. HORAIRES DES PRESTATIONS

Le contractant sera tenu de fournir les services entre 7:00 et 20:00 (horaires d'ouverture des Bureaux) tous les jours ouvrables du pouvoir adjudicateur, à l'exception des jours fériés légaux et des jours fériés de la Commission, en tenant compte comme horaire indicatif de 08:30 à 17:30. Les horaires effectifs de prestation du service seront établis avec les Bureaux liquidateurs sur base de leurs besoins.

Aux fins de la présente procédure de marché, un calendrier prévisionnel, contenant tous les jours fériés du pouvoir adjudicateur pour l'année 2018, sera annexé au présent Cahier des Charges. Pour les années d'exécution du contrat qui suivent, le calendrier des jours fériés du pouvoir adjudicateur sera communiqué au contractant, annuellement.

I.10. LANGUES DES PRESTATIONS

Lot 1: les prestations seront effectuées dans les langues française, anglaise ET italienne.

Lot 2 : les prestations seront effectuées dans les langues française, anglaise ET allemande.

I.11. VOLUME DES PRESTATIONS

Sur base d'une estimation annuelle, le volume total des prestations à fournir dans le cadre des contrats-cadres est défini comme suit:

Lot 1 : Service d'expertise de médecin-conseil à Ispra

40 heures à 60 heures par semaine (3.120 heures par an)

Lot 2 : Service d'expertise de médecin-conseil à Luxembourg

20 heures à 30 heures par semaine (1.560 heures par an)

Toutefois, ces estimations ne constituent aucune obligation de volume de contrat. Elles sont données à titre exclusivement informatif et sans aucun engagement de la part de la Commission.

Conformément à l'Article 134, paragraphe 1, point e), et paragraphe 4, du Règlement délégué (UE) n° 2015/2462 de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le règlement délégué (UE) no 1268/2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) no 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (ci-après les "règles d'application"), le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée, sans publication préalable d'un avis de marché, pour l'attribution de nouveaux services consistant dans la répétition de services similaires confiés à l'opérateur économique adjudicataire du marché initial, par le même pouvoir adjudicateur. Il n'est possible de recourir à cette procédure que pendant l'exécution du marché initial et pendant une période maximale de trois ans après sa signature.

II. PARTIE II – SPECIFICATIONS ADMINISTRATIVES

II.1. PARTICIPATION A LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à la présente procédure de marché est ouverte à conditions égales à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités et à toutes les personnes physiques et morales d'un pays tiers qui a conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord. Dans le cas où l'accord multilatéral sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce est applicable, la participation à la procédure de marché est aussi ouverte aux ressortissants des États qui ont ratifié cet accord, dans les conditions prévues par celui-ci.

II.2. PARTICIPATION A UN OU PLUSIEURS LOTS

Les soumissionnaires peuvent participer à un ou plusieurs lots qui constituent l'objet de la présente procédure.

Au cas où un soumissionnaire soumet une offre pour plusieurs lots, les conditions suivantes s'appliquent:

- chaque lot doit faire l'objet d'une offre distincte et il est expressément interdit de proposer des options, remises ou autres liens concernant l'attribution de deux marchés ou plus, au même soumissionnaire. Toute offre qui ne respectera pas cette disposition sera considérée irrecevable;
- si un soumissionnaire soumet une offre pour plus d'un lot, chaque offre devrait être soumise dans une enveloppe distincte clairement marquée. Les enveloppes peuvent être placées à l'intérieur d'une plus grande enveloppe unique pour l'expédition.

II.3. VARIANTES

Les variantes, solutions de remplacement équivalentes à la solution modèle du pouvoir adjudicateur, sont interdites.

En outre, les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre portant seulement sur une partie des services requis.

II.4. OFFRES CONJOINTES

Un groupement de deux opérateurs économiques ou plus peut présenter une offre (offre conjointe). Une offre conjointe sera traitée de la même manière que tout autre type d'offre, étant évaluée sur la base de ses qualités intrinsèques, compte tenu des critères énoncés dans le présent cahier des charges. Une offre conjointe peut inclure des sous-traitants, en plus des soumissionnaires conjoints.

Tout changement dans la composition du groupement pendant la procédure de passation du marché peut conduire au rejet de l'offre. Tout changement dans la composition du groupement après la signature du contrat peut conduire à sa résiliation.

Le groupement doit fournir les données demandées dans le formulaire d'identification (annexe 1), indiquant clairement l'identité ainsi que la séparation des tâches entre les membres du groupement. Le groupement désigne (par une procuration signée par chaque membre du groupement) une entité juridique ("chef de file"), investie de tout pouvoir pour engager le groupement et chacun de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, pour la soumission de l'offre et la signature du contrat.

Le "chef de file", dûment autorisé, sera responsable pour la gestion administrative du contrat (bons de commande, facturation, etc.) au nom des autres entités.

Dans le cas d'une offre conjointe, tous les membres d'un groupement sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat-cadre.

Les critères d'exclusion (voir point III.1 ci-dessous) seront appliqués à chaque membre de groupement individuellement. Les critères de sélection (voir point III.2 ci-dessous) seront appliqués à l'ensemble du groupement.

II.5. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée, cependant le contractant conserve son entière responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du contrat dans son ensemble.

Les soumissionnaires doivent indiquer clairement dans leur offre quelle partie du travail sera sous-traitée (c.à.d. le pourcentage de la valeur totale du marché) et l'identité de tous les sous-traitants. Les données complètes de ces sous-traitants (nom, lieu d'établissement, les activités et volume estimé de la participation) doivent être incluses dans l'offre, comme demandé dans le formulaire d'identification (annexe 1). Ces sous-traitants doivent également fournir une déclaration/lettre d'intention confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire en cas d'attribution et précisant les ressources qu'ils mettront à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.

La sous-traitance doit être approuvée par le pouvoir adjudicateur, soit par l'acceptation de l'offre du contractant, soit, si le contractant la propose après la signature du contrat-cadre, par un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Dans le dernier cas, la modification ne pourra être acceptée qu'à titre exceptionnel, lorsque le pouvoir adjudicateur juge que la sous-traitance est nécessaire à la réalisation du projet et ne donne pas lieu à une distorsion de concurrence.

II.6. NATURE DES CONTRATS

Les contrats-cadres multiples en cascade seront conclus avec maximum 3 prestataires de services par lot, pourvu qu'il y ait un nombre suffisant d'offres acceptables.

Par "contrat-cadre multiple en cascade", on entend la situation dans laquelle un contrat-cadre est conclu séparément, mais en termes identiques, entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs prestataires de services, en vue d'assurer l'exécution d'un marché de manière successive par l'un ou l'autre des contractants, suivant la liste décroissante des soumissionnaires, déterminée conformément aux critères d'attribution du marché.

II.7. BON DE COMMANDE

Toute prestation couverte par le contrat-cadre fera l'objet d'un bon de commande établi préalablement par le Bureau liquidateur. Aucune prestation ne pourra avoir lieu sans ledit bon de commande. Le modèle du bon de commande utilisé est annexé au projet de contrat-cadre.

Les bons de commande seront envoyés par voie électronique. Le contractant pourra communiquer son acceptation par voie électronique dans un délai spécifié à l'article I.4 du contrat-cadre.

II.8. MODALITES DE PAIEMENT

Les modalités de paiement sont précisées dans le projet de contrat-cadre de service (article I.6).

II.9. AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

II.9.1. Exécution du contrat

Le prestataire doit se conformer aux règles de déontologie médicale et aux celles du Statut des fonctionnaires et du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne³, du RCAM (annexe 5) et des Dispositions générales d'exécution relatives au remboursement des frais médicaux (annexe 6).

Après chaque mois presté, le contractant remplit une fiche de présence (voir modèle en annexe IV au projet de contrat-cadre) à joindre à la facture et à envoyer à la Commission pour le paiement des prestations.

La facture doit être émise selon la loi du pays où la prestation a été effectuée.

II.9.2. Frais de déplacement à titre exceptionnel

Les frais de voyage et de séjour, hors du lieu habituel de fourniture des services, réalisés à la demande expresse de la Commission, quel que soit le lieu de résidence habituelle ou le lieu d'origine du contractant, sont remboursés conformément à l'article I.5.3 du projet du contrat-cadre. Toutefois, cet article s'applique exclusivement aux déplacements et séjours en liaison directe avec l'accomplissement des tâches décrites au cahier des charges, mais effectués dans un autre lieu où les prestations, objet du marché, sont effectuées.

II.9.3. Garantie de continuité du service

Dans le cas d'un groupement de médecins, la continuité de service est assurée par les médecins du groupement répondant aux critères d'exclusion et de sélection.

Dans le cas d'un contractant agissant seul en tant que médecin titulaire, les remplacements ponctuels (notamment absence pour raison de maladie de longue durée, congés annuels etc.) ne pourront se faire que par un médecin satisfaisant les critères d'exclusion et de sélection tels qu'annoncés dans l'avis de marché. En cours d'exécution du marché, tout remplacement d'un prestataire identifié dans la demande de participation est soumis à l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Le contractant titulaire demeure le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur pour tous les aspects contractuels administratifs, financiers et médicaux. Le remplacement ne dispense pas le contractant de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de la Commission européenne.

La règle ci-dessus peut également s'appliquer, par analogie, lorsque les médecins présentés par le groupement au moment de l'offre ne peuvent fournir ponctuellement les services.

Durant l'exécution du contrat, le contractant devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'agrément du/des remplaçant(s) qu'il propose. Il doit informer le(s) remplaçant(s) de l'étendue des obligations contractuelles.

La Commission se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé si celui-ci ne satisfait pas aux exigences des critères d'exclusion et de sélection.

³ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:01962R0031-20140501&from=EN>

Les médecins-conseils des trois Bureaux liquidateurs assurent un nombre d'heures de prestations minimales en accord avec chaque Bureau liquidateur à confirmer par écrit par le contractant au Bureau liquidateur concerné.

III. PARTIE III - EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT

ÉTAPES DE L'EVALUATION

L'évaluation sera fondée uniquement sur les informations fournies par le soumissionnaire dans son offre. Elle se déroule selon les trois étapes successives suivantes:

1. Vérification de la non-exclusion des soumissionnaires sur la base de la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion;
2. Sélection des soumissionnaires sur la base de la vérification de la déclaration sur l'honneur relative aux critères de sélection et des documents justificatifs probants;
3. L'évaluation des offres au regard du ou des critère(s) d'attribution mentionné(s) au point III.3.1

III.1. CRITERES D'EXCLUSION

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration sur l'honneur, datée et signée par un représentant légal dûment autorisé, mentionnant qu'ils ne se trouvent pas dans une des situations visées aux Articles 106 et 107 du Règlement (UE, EURATOM) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2015 modifiant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (ci-après le "Règlement financier")⁴. La déclaration sur l'honneur demandée est visée à l'annexe 2.

En cas d'offre conjointe, cette déclaration - datée et signée par un représentant légal dûment autorisé - doit être présentée par chaque membre du groupement.

En cas de sous-traitance, cette déclaration – datée et signée par un représentant légal dûment autorisé – doit être présentée par chaque sous-traitant.

Les critères d'exclusion s'appliquent à chaque membre du groupement, ainsi qu'à chaque sous-traitant concerné.

Conformément à l'Article 141 des règles d'application du Règlement financier, avant la signature du contrat-cadre, le(s) soumissionnaire(s) retenu(s) sera(ont) invités à présenter la preuve, telle que définie dans la déclaration, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Le(s) soumissionnaire(s) retenu(s), dénommé(s) "la personne" ci-après et dans la déclaration sur l'honneur, doi(ven)t soumettre notamment:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d) ou f) de la déclaration sur l'honneur,

⁴ JO L 286 du 30.10.2015, p. 1 - 29.

- un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés aux points a) ou b) de cette déclaration,

- des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales.
- Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

Si la personne a déjà présenté de tels justificatifs aux fins d'une autre procédure de passation de marchés et pour autant que la date de délivrance de ces documents n'excède pas un an et qu'ils sont toujours valables, la personne atteste sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation. Dans ce cas elle doit indiquer la référence de ladite procédure.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir ces documents demandés dans le délai spécifié par le pouvoir adjudicateur et ne peut donc pas prouver qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion, l'offre peut être rejetée et le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de signer le contrat avec un autre soumissionnaire.

III.2. CRITERES DE SELECTION

Les soumissionnaires devront démontrer qu'ils possèdent des ressources économiques, financières, techniques et professionnelles suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat.

Les offres des soumissionnaires qui ne répondent pas aux critères de sélection ne seront pas prise en considération au regard des critères d'attribution.

Veillez noter que les documents justificatifs repris ci-dessous doivent être fournis avec l'offre comme preuve de la déclaration sur l'honneur relative aux critères de sélection visée à l'annexe 2.

III.2.1. CAPACITE LEGALE ET REGLEMENTAIRE

Lots 1et 2 :

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède l'autorisation nécessaire pour exercer la profession de médecin pour chaque membre de l'équipe proposée dans la section III.2.3.

Document justificatif:

- une attestation délivrée par le Conseil de l'ordre des médecins comportant le numéro d'inscription à l'ordre.

III.2.2. CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il possède des ressources économiques et financières suffisantes pour pouvoir exécuter le contrat. Afin d'évaluer la capacité économique et financière, le soumissionnaire devra satisfaire à l'un des deux critères suivants:

1. Un chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché d'une moyenne annuelle de 10 000 EUR sur les 3 dernières années.

Documents justificatifs:

- une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel moyen spécifique au domaine du marché pour chacun des 3 derniers exercices disponibles;

OU

2. Le soumissionnaire doit avoir une assurance couvrant les risques professionnels.

Documents justificatifs:

- preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.

Si, pour une raison exceptionnelle que le pouvoir adjudicateur estime justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir un des documents requis ci-dessus, il pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document que le pouvoir adjudicateur jugera approprié. Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur devra au moins être avisé de la raison exceptionnelle et de sa justification. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer tout autre document lui permettant de vérifier la capacité économique et financière du soumissionnaire.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir les renseignements requis ci-dessus.

Dans le cas de sous-traitants, les renseignements requis ci-dessus devront être fournis individuellement pour chaque sous-traitant.

En cas d'un groupement et/ou de sous-traitance, un document consolidé résumant les renseignements ci-dessus pour le groupement/sous-traitants dans son/leur ensemble doit être fourni.

III.2.3. CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils possèdent la capacité technique et professionnelle suffisante pour pouvoir exécuter le contrat-cadre.

Ce critère s'applique à tous les membres du groupement (capacité combinée de tous les membres en cas d'une offre conjointe) et/ou aux sous-traitants. À cet égard, c'est la capacité combinée de l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants, considérés dans leur ensemble, qui sera prise en compte.

Afin d'évaluer la capacité technique et professionnelle, le soumissionnaire devra satisfaire aux critères suivants et les documents ci-dessous devront être remis:

Lot 1: service d'expertise de médecin-conseil à Ispra:

A – CRITERE RELATIF A L'EQUIPE CHARGEE DE LA PRESTATION DES SERVICES

Le soumissionnaire doit disposer d'une équipe de trois médecins, dont deux sont les titulaires proposés en tant que prestataires pour l'exécution du contrat.

Documents justificatifs :

- le curriculum vitae de trois membres de l'équipe, dont deux doivent correspondre aux titulaires proposés en tant que prestataires pour l'exécution du contrat.

B- EDUCATION

Chaque membre de l'équipe doit avoir accompli des études d'enseignement supérieur en médecine générale.

Documents justificatifs:

— une copie du diplôme de médecine générale délivré et/ou reconnu par un État membre de l'Union européenne.

.

C – EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE DU MARCHE

1. Chaque membre de l'équipe doit avoir une expérience de 10 ans dans la profession de médecin.

Documents justificatifs:

— une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif, démontrant la durée d'exercice de la profession de médecin

2. Chaque membre de l'équipe doit avoir été en activité au moins 24 mois durant les 3 dernières années dans le domaine de la profession.

Documents justificatifs:

— une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif démontrant que le membre de l'équipe était en activité au moins 24 mois durant les 3 dernières années dans le domaine de la profession.

D- COMPETENCE LINGUISTIQUE

- **Au niveau de l'équipe chargée de la prestation des services dans son ensemble**

Maîtrise de l'expression orale et écrite du français, de l'italien et de l'anglais correspondant au niveau B2 comme définis par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECR) du Conseil de l'Europe
<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr>

- **Au niveau de chaque membre de l'équipe individuellement**

Chaque membre de l'équipe chargée de la prestation des services doit démontrer

- une maîtrise de l'expression orale et écrite du français OU de l'anglais
- et
- une compréhension (orale et écrite) de l'italien

correspondantes au niveau B2 comme définis par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECR) du Conseil de l'Europe
<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr>

Documents justificatifs :

— déclarations sur l'honneur de chaque membre de l'équipe concernant la maîtrise des langues.

Lot 2: service d'expertise de médecin-conseil à Luxembourg:

A – CRITERE RELATIF A L'EQUIPE CHARGEE DE LA PRESTATION DES SERVICES

Le soumissionnaire doit disposer d'une équipe de deux médecins, dont un est le titulaire proposé en tant que prestataire pour l'exécution du contrat.

Documents justificatifs :

- le curriculum vitae de deux membres de l'équipe, dont un doit correspondre au titulaire proposé en tant que prestataire pour l'exécution du contrat.

B- EDUCATION

Chaque membre de l'équipe chargée de la prestation des services doit avoir accompli des études d'enseignement supérieur en médecine.

Documents justificatifs:

— une copie du diplôme de médecine générale délivré et/ou reconnu par un État membre de l'Union européenne.

C – EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE DU MARCHE

1. Chaque membre de l'équipe chargée de la prestation des services doit démontrer une expérience de 10 ans dans la profession de médecin.

Documents justificatifs:

— une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif démontrant la durée d'exercice de la profession de médecin

2. Chaque membre de l'équipe chargée de la prestation des services doit avoir été en activité au moins 24 mois durant les 3 dernières années dans le domaine de la profession.

Documents justificatifs:

— une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif, démontrant que le soumissionnaire était en activité au moins 24 mois durant les 3 dernières années dans le domaine de la profession.

D- COMPETENCE LINGUISTIQUE

Le soumissionnaire doit démontrer une connaissance de l'anglais, du français ET de l'allemand correspondant au niveau B2 comme définis par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECR) du Conseil de l'Europe
<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/resources/european-language-levels-cefr>

Documents justificatifs:

— une déclaration sur l'honneur de la maîtrise de l'anglais, du français ET de l'allemand correspondant au niveau B2.

L'article 40 point 4) de la réglementation commune prévoit explicitement que la fonction de médecin-conseil, attaché aux bureaux liquidateurs, est incompatible avec celle de médecin-conseil auprès d'un service médical d'une institution de l'Union européenne dans le cadre de la médecine du travail. Avant la signature du contrat-cadre, les attributaires devront déclarer sur l'honneur ne pas être médecin-conseil d'une autre institution de l'Union européenne.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir les renseignements requis ci-dessus en fonction de son rôle dans le groupement. Dans le cas de sous-traitants, les renseignements requis ci-dessus devront être fournis individuellement pour chaque sous-traitant en fonction de son rôle dans le groupement.

En cas d'un groupement et/ou de sous-traitance un document consolidé, résumant les renseignements pour le groupement et/ou sous-traitants, doit être fourni. À cet égard, c'est la capacité combinée de l'ensemble des membres du groupement et/ou des sous-traitants identifiés, qui sera prise en compte.

III.3. EVALUATION DE L'OFFRE

Le comité d'évaluation vérifiera la conformité de l'offre technique avec les exigences minimales requises dans les spécifications techniques (Point I.3 - Liste des exigences techniques obligatoires minimum requises).

Les offres qui dévient des exigences définies dans le cahier des charges ou ne couvrant pas toutes les exigences peuvent être exclues sur la base de la non-conformité avec le cahier des charges et ne seront pas évaluées.

Toute offre conforme sera évaluée sur la base de la méthode d'attribution détaillée ci-dessous.

III.3.1. CRITERES D'ATTRIBUTION

Attribution au prix le plus bas.

Le marché sera attribué par lot aux trois offres représentant les prix les plus bas parmi les offres régulières et conformes.

III.3.2. EVALUATION FINANCIERE ET PRIX

Après la vérification de la conformité des offres financières soumises, l'évaluation financière se basera sur l'analyse des prix parmi les offres régulières et conformes.

Pour présenter son offre financière, le soumissionnaire est invité à remplir le bordereau financier joint en annexe 4 avec le plus grand soin.

Le prix de l'offre doit être constitué du prix horaire des prestations, exprimé en EURO (arrondi à deux décimales). Les soumissionnaires de pays hors de la zone euro doivent également libeller leurs prix en euros. Le prix indiqué ne peut pas être

révisé pour tenir compte de l'évolution du taux de change. C'est au soumissionnaire qu'il incombe d'assumer les risques ou les profits découlant de toute variation.

Si un service est fourni gratuitement, le soumissionnaire doit indiquer 0,00 €.

Les prix sont forfaitaires, tous frais compris.

L'Union européenne étant exonérée de tous droits, impôts et taxes, y compris la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), en vertu des Articles 3 et 4 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, les prix offerts doivent être calculés en exonération de ces droits, impôts et taxes.

Les prix unitaires indiqués doivent être fixes.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du contrat cadre, au terme de laquelle une indexation annuelle est autorisée dans les conditions prévues à l'article I.5.2 du projet de contrat cadre.

IV. PARTIE IV - CONTENU ET PRESENTATION DE L'OFFRE

Chaque offre doit être claire, concise et contenir toutes les informations et documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à une évaluation de l'offre sur base des critères d'exclusion, de sélection et d'attribution. Il est de la responsabilité de tous ceux qui souhaitent présenter une offre d'assurer que cette offre soit complète.

Tous les documents demandés doivent être signés par le représentant légal du soumissionnaire, à savoir une personne dûment autorisée à représenter le soumissionnaire pour cet appel d'offre et la signature du contrat.

Dans le cas où des annexes seraient reproduites avec le traitement de texte du soumissionnaire, ce dernier veillera à ne changer aucun élément vis-à-vis de l'original.

L'offre doit être livrée selon les exigences énoncées dans l'avis de marché et le cahier des charges présent, et endéans la date et l'heure indiquée dans l'avis de marché.

.

Chaque offre doit contenir les renseignements et documents suivants:

PARTIE I: INFORMATIONS ADMINISTRATIVES			
IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE			
Une lettre d'accompagnement rédigée sur le papier à en-tête du soumissionnaire (chef de file en cas d'une offre conjointe), et signée par le soumissionnaire ou son représentant légal dûment autorisé, avec la référence de la procédure et du(des) lot(s) " PMO.03/PO/2017/044 ".		<input type="checkbox"/>	
Le formulaire d'identification dûment complété, daté et signé, <u>accompagné de:</u>	<u>Représentant légal :</u> - autorisation(s) écrite(s) ou justificatif(s) équivalent(s). - applicable au soumissionnaire et à chaque membre en cas de groupement	<input type="checkbox"/>	Annexe 1 Sections II.4 et II.5
	<u>Personnalité juridique :</u> - formulaire d'entité légale - pièces justificatives requises	<input type="checkbox"/>	

	conformément aux indications figurant sur le formulaire. - applicable au soumissionnaire et à chaque membre en cas de groupement		
	<u>Coordonnées bancaires :</u> - Signalétique financier - pièces justificatives requises conformément aux indications figurant sur le formulaire - applicable au soumissionnaire/chef de file	<input type="checkbox"/>	
En cas de groupement/une procuration signée par chaque membre désignant le chef de file, comme étant investi de tout pouvoir pour engager le groupement et chacun de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour la soumission de l'offre et la signature du contrat.		<input type="checkbox"/>	Section II.4
En cas de sous-traitance, le soumissionnaire doit fournir une déclaration/lettre d'intention de chaque sous-traitant confirmant leur engagement sans équivoque à collaborer avec le soumissionnaire, en cas d'attribution et précisant les ressources qu'il mettra à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.		<input type="checkbox"/>	Section II.5
CRITERES D'EXCLUSION			
Déclaration(s) sur l'honneur du soumissionnaire/chef de file et les membres du groupement/consortium et les sous-traitants dûment complétée, datée et signée.		<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.1
CRITERES DE SELECTION			
Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire/chef de file dûment complétée, datée et signée.		<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2
CAPACITE LEGALE ET REGLEMENTAIRE - une attestation délivrée par le Conseil de l'ordre des médecins comportant le numéro d'inscription à l'ordre.		<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2
CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE - une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel moyen spécifique au domaine du marché pour chacun des 3 derniers exercices disponibles; OU - preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.		<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2
CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE A. CRITERE RELATIF A L'EQUIPE CHARGEE DE LA PRESTATION DES SERVICES - le curriculum vitae des membres de l'équipe		<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2
CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE		<input type="checkbox"/>	Annexe 2

B- EDUCATION		Section III.2
- copie du diplôme de médecine générale délivré et/ou reconnu par un État membre de l'Union européenne.		
CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE C- EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE DU MARCHE		Annexe 2 Section III.2
1. une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif, démontrant la durée d'exercice de la profession de médecin	<input type="checkbox"/>	
2. une déclaration sur l'honneur ou tout autre document justificatif démontrant que le membre de l'équipe était en activité au moins 24 mois durant les 3 dernières années dans le domaine de la profession.	<input type="checkbox"/>	
CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE D - COMPETENCE LINGUISTIQUE		Annexe 2 Section III.2
- déclaration sur l'honneur de la maîtrise des langues	<input type="checkbox"/>	
En cas d'un groupement et/ou de sous-traitance un document consolidé, résumant les renseignements pour le groupement et/ou sous-traitants, doit être fourni.	<input type="checkbox"/>	Annexe 2 Section III.2

PARTIE II: OFFRE TECHNIQUE

Bordereau technique	<input type="checkbox"/>	Annexe 3
Le soumissionnaire joint à son offre le bordereau technique dûment daté et signé par le représentant légal du soumissionnaire/courtier.		

PARTIE III: OFFRE FINANCIERE

Bordereau financier	<input type="checkbox"/>	Annexe 4
Le bordereau doit être complet dûment daté, signé par le représentant légal du soumissionnaire.		
Ce bordereau ne peut comporter d'autres éléments que ceux demandés. Par conséquent, il est expressément interdit de proposer des options ou autres variantes. Toute offre qui ne respectera pas cette disposition sera rejetée.		

V. PARTIE V - ANNEXES

Les documents suivants sont annexés à ce cahier des charges et font partie intégrante du présent cahier des charges:

- Annexe 1 : Formulaire d'identification
- Annexe 2 (lot 1) : Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection
- Annexe 2 (lot 2) : Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection
-
- Annexe 3 (lot 1) : Bordereau technique
- Annexe 3 (lot 2) : Bordereau technique
- Annexe 4 (lot 1) : Bordereau financier
- Annexe 4 (lot 2) : Bordereau financier
- Annexe 5 : Réglementation commune relative à la couverture des risques de maladie des fonctionnaires des Communautés européennes
- Annexe 6 : Décision de la Commission du 2 juillet 2007 portant fixation des dispositions générales d'exécution relatives au remboursement des frais médicaux
- Annexe 7 : Jours fériés du pouvoir adjudicateur pour l'année 2018
- Annexe 8 : DUVRI